E 458
.5
.D47
Copy 2

La Guerre Americaine

Lecture publique

par

L. A. Dessaulles

LIBRARY OF CONGRESS

THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

Class E452.5
Book .D47
copy 2

LA GUERRE

AMERICAINE

SON

ORIGINE ET SES VRAIES CAUSES

LECTURE PUBLIQUE

Faite à l'Institut-Canadien, le 14 *Décembre* 1864.

PAR L'hon. L. A. DESSAULLES

MONTREAL:
TYPOGRAPHIE DU JOURNAL «LE PAYS»

1865

E458
.5
.D47
copy 2.

IN EXCHANGE
Boston Athenaeum
Mr 26 '06

27396

U.S. Pg. 17-12.

LA GUERRE AMERICAINE

SON

ORIGINE ET SES VRAIES CAUSES

LECTURE

Comme les nations ne peuvent être punies dans le monde futur, il faut qu'elles le soient dans celui-ci. Par suite de l'irrésistible enchaînement de la cause et de l'effet, la Providence punit les crimes nationaux par des calamités nationales. — Le Colonel George Mason.

Messieurs,

Nous sommes aujourd'hui les témoins inquiets et attentifs des calamités nationales que « l'irrésistible enchaînement de la

cause et de l'effet, comme le disait si bien le Colonel Mason, devait tôt au tard faire fondre sur un peuple dont tous les autres peuples enviaient la merveilleuse prospérité et le développement sans exemple dans le monde, mais qui avait commis la faute de conserver dans son organisation sociale et politique un principe morbide, le cancer vénéneux de l'esclavage, de cette institution infâme entre toutes qui devait corrompre les idées et fausser les notions des hommes qui seraient appelés à gouverner le pays.

Par une singulière coïncidence, le colonel George Mason, qui, en août 1787, prononçait, dans la convention générale des Etats-Unis, la phrase si vraie, si profondément philosophique et si remarquablement prophétique que j'ai prise pour épigraphe, était l'aïeul de M. James Mason, l'envoyé actuel des états confédérés en Angleterre.

L'aïeul, avec ce sens intime du juste et du vrai qui caractérise les hommes supérieurs, prédisait des catastrophes nationales si on conservait l'esclavage, « institution « maudite, disait-il, qui attire les jugements « de Dieu sur un pays ; » et 73 ans plus tard, le petit fils devenait l'un des instru-

ments de la Providence qui contribuaient à plonger la nation dans les horreurs de la guerre civile.

C'est une nécessité sociale autant qu'une loi providentielle que ceux qui ont long temps pactisé avec le mal finissent par subir les conséquences de leur apathie à faire dominer le bien. Cela peut n'être pas toujours vrai pour les individus dans la vie actuelle, mais cela l'est toujours pour les peuples. La réaction contre le mal, je veux dire contre l'immoralité politique ou sociale érigée en systême, est une des inexorables nécessités de toute organisation politique. On ne viole pas impunément pendant plusieurs générations les droits primordiaux de l'humanité. Tôt ou tard il faut que les institutions qui ont été faussées dans le sens des intérêts individuels, violentées pour satisfaire l'ambition de caste, pour soutenir le privilège, réagissent contre ceux qui en ont perverti l'esprit ; et cette réaction est d'autant plus violente et plus terrible que l'action qui a détourné les institutions de leur tendance légitime à été plus anormale et plus prolongée. Tôt ou tard il faut que la vérité reprennent ses droits, que

le juste et le vrai resplendissent comme la lumière dont ils sont l'emblême dans le monde moral,

Les Etats-Unis, dominés depuis 70 ans par le pouvoir esclave, avaient vu les admirables principes posés dans la déclaration d'indépendance et dans la constitution fédérale systématiquement pervertis et devenir lettre morte sur bien des points. L'esclavage, « cette somme de toutes les abominations, « disait John Wesley, avait, là comme ailleurs, souillé tout ce qu'il avait touché. Le corps social en était gangréné ; il fallait le régénérer. Il fallait rompre avec un passé coupable, avec une si longue habitude de l'immoralité qu'on avait fini par ne plus la trouver hideuse.

C'est une chose étonnante, et ce n'est pas un des moins singuliers mystères de notre nature, que la facilité avec laquelle on s'habitue à tout en ce monde, voire même aux plus épouvantables iniquités ! On en était venu à parler de l'esclavage américain non pas seulement comme d'une chose indifférente en elle-même, mais comme d'une institution bienfaiante et toute dans l'intérêt de la race qui en était victime !

Les touristes qui voyageaient dans le Sud plutôt en amateurs qu'en observateurs sérieux ; qui y étaient reçus avec cette grandiose et cordiale hospitalité devenue proverbiale chez les planteurs ; qui voyaient tant d'hommes et de femmes réellement distingués et du meilleur ton défendre cette institution immorale par excellence et leur montrer, dans leurs somptueuses demeures, des esclaves bien soignés, bien traités et souvent satisfaits de leur sort, se demandaient de la meilleure foi du monde, s'il était bien possible que ce fût là ce système si attaqué, si réprouvé por les abolitionnistes. Ils ne se demandaient pas si, dans ce qu'on leur avait laissé voir du système, ils avaient pu découvrir autre chose que la surface la plus extérieure d'un corps profondément vicié, mais ils taxaient *à priori* d'exagération les peintures qu'ils en avaient lues. Ils ne faisaient pas attention qu'il leur était impossible, sous le vernis d'habitudes princières et de la vie la plus élégante, d'approfondir et d'étudier conscientieusement le systême. Reçus royalement comme ils l'avaient été, nombre de touristes se donnaient garde, en quelque sorte, d'essayer de pénétrer par de

là le rideau qui cachait les profondeurs de la scène. Comment voir, derrière ces belles et gracieuses hôtesses, derrière ces gentilshommes aux manières raffinées, aux habitudes du plus grand monde, et qui leur avaient fait un si brillant et si sympathique accueil, comment voir toute une race d'hommes indignement pressurée et réduite au niveau de la brute ? Ils détournaient presque tous leur esprit d'une pareille pensée comme d'une tentation !

Voilà pourquoi ce n'est pas dans les récits, ni dans les appréciations des touristes qu'il faut aller chercher la peinture exacte de l'esclavage. Très peu d'entre eux ont pu l'observer sous son vrai jour et conséquemment le peindre sous ses vraies couleurs. Ce n'était pas en présence d'un touriste qu'on fouettait un homme ou une femme jusqu'à la perte de sa connaissance et quelquefois de sa vie. Pour connaître l'esclavage, et surtout l'esclavage américain, il faut étudier le code noir du Sud, en approfondir les détails et l'application, se bien pénétrer de son esprit, et quand on a fait cela, on comprend bien vite tout se que l'institution avait dû semer de démoralisation dans le corps social.

Car enfin qu'est-ce que l'esclavage ?

C'est la possession de l'homme par l'hom-

me : c'est la propriété en chair humaine : c'est la plus emphatique négation de tous les droits comme de tous les devoirs : c'est le champ libre donné aux instincts les plus arbitraires, aux passions les plus incontrolables de notre nature : c'est le pouvoir illimité, discrétionnaire d'un individu sur un autre : c'est l'avilissemont irrémédiable infligé à une race, c'est le droit de la dépravation sous toutes ses formes offert à une autre race : c'est l'immoralité encouragée, c'est la brutalité du despotisme personnel autorisée : c'est la réduction impie de la créature raisonnable à l'état de la brute : c'est, en dernière analyse, (il me faut créer un mot pour définir plus exactement le système) c'est la *bestialisation* systématisée de l'espèce humaine !

L'esclavage, au moins comme il existait dans le sud des Etats-Unis, c'est la destruction de la famille, sa négation de tous les jours de tous les instants ; c'est la famille vendue en détail, le père ici, la mère là, le fils ailleurs, la fille plus loin encore ; ce sont des êtres qui, quoiqu'on en dise, s'aiment comme nous nous aimons, qui sont forcément dispersés aux quatre vents du Ciel ;

ce sont des désespoirs terribles, des cœurs brisés, des enfants maltraités, des filles livrées aux derniers outrages, à la démoralisation, à l'infamie permanente ; c'est, je ne dirai pas la destruction du mariage, la séparation des époux, car on ne s'épouse pas sous le code noir ! l'homme prend une compagne pour le temps qu'il ne sera pas vendu, et quand il l'est, eh bien, il va à cent lieues de là prendre une autre compagne et cette nouvelle union se dissout encore par une nouvelle vente ; c'est-à-dire que l'esclavage, c'est la polygamie sous une nouvelle forme : au lieu d'avoir plusieurs femmes à la fois on les a successivement sans la mort des premières ! L'esclavage enfin, c'est cette honte inouïe, cette infamie sans nom de vendre ses propres enfants ! ! L'esclavage est donc l'institution la plus anti-sociale, la plus anti-chrétienne surtout dont le génie du mal ait doté le monde ! C'est enfin, positivement et sans palliation, la négation de tous les droit humains et comme de toutes les lois divines.

Voilà l'institution infâme et maudite pour la quelle le Sud, qui compte tant de sympathiseurs parmi nous, pour laquelle le

Sud lutte et combat ! ! car il ne faut pas s'y laisser prendre, Mess. ; il ne faut pas se laisser entrainer par des considérations de sympathie appliquée sans discernement ; il ne faut pas accepter sans examen les déclarations, les assurances des hommes qui ont commis ce grand crime d'essayer de scinder en deux et d'affaiblir une grande nation, la seule où la misère fût à peu près inconnue, la seule où l'aisance et l'éducation fussent universellement répandues ! Ce n'est ni sur des paroles, ni sur des déclarations publiques plus ou moins inspirées soit par l'esprit de parti, soit par les dures nécessités d'une situation critique, que l'on doit juger les deux sections qui luttent aujourd'hui pour des principes si essentiellement opposés ; il faut au contraire commencer par se bien pénétrer des faits de l'histoire, par examiner inpartialement, étudier sans idée préconçue les actes officiels *avant la lutte*. C'est là seulement que les intentions se dévoilent, que les projets se devinent, que les torts se montrent à nu, que la vérité perce dans tout son jour !

Je mettrais au défi qui que ce soit d'approfondir impartialement la situation et

ses véritables causes et de se déclarer pour le Sud !

Les sympathiseurs d'ici répètent à tout propos que le Sud combat pour son indépendance. Rien n'est moins exact, messieurs, et il ne mérite pas ce compliment. Son indépendance, sa pleine et intière indépendance, il la possédait sans obstacle et sans partage sous la constitution des Etats-Unis. Il formait portion intégrante du peuple le plus libre du monde, puisque la seule chose qu'on lui ait reprochée c'était *l'excès de la liberté*! Bien loin de combattre pour son indépendance, c'est parcequ'il ne pouvait plus dominer le Nord, annuler pratiquement l'indépendance du Nord qu'il s'est séparé ! Non certes, ce n'est pas pour l'indépendance que le Sud combat ; tout au contraire, c'est pour le maintien du privilège, la suprématie de la caste, l'exploitation du travailleur par le riche désœuvré ! Le Sud combat non-seulement pour perpétuer la pire de toutes les institutions humaines, l'esclavage, celle qui le plus vite et le plus sûrement démoralise, corrompt et avilit tout autour d'elle ; mais il combat pour l'implanter là où elle n'existait pas encore au commencement de la lutte. Les

doctrines et la tactique politique du Sud, c'était le conservatisme effréné, le torysme hautain et brutal porté à sa plus haute expression d'intolérance et d'arrogance.

Ce n'est pas pour une réforme, remarquez-le bien, pour l'amélioration d'un système politique ou social que le Sud a pris les armes ; c'est chose *sans exemple* dans l'histoire du monde, c'est pour le maintien, la perpétuation et l'extension du plus abominable de tous les abus qu'il a allumé la plus terrible guerre civile des temps anciens et modernes ! Voilà la différence la plus fondamentale qui existe entre la révolte du Sud, et toutes les autres revoltes que mentionne l'histoire. C'est presqu'invariablement pour détruire des abus que l'on se bat ; eh bien, le Sud, lui, se bat jusqu'à extinction pour les défendre et les perpétuer ! ! Souvent on a vu une nation recourir à la force et faire une révolution pour combattre les privilégiés et réformer les abus du despotisme, mais ce qu'on n'a encore jamais vu, c'est un peuple jouissant de sa souveraineté et de sa liberté, répandre des flots de sang pour défendre et perpétuer le privilège sous sa forme la plus dieuse !

Le Nord au, contraire, Messieurs, combat d'abord et avant tout pour l'unité nationale, pour l'inviolabilité de la constitution et la suprématie de la loi ; il combat pour le maintien du plus fondamental des principes de gouvernement dans une démocratie, *le droit de la majorité de voir ses décisions respectées par la minorité;* le droit de la majorité d'obliger la minorité de se soumettre au vœu populaire constitutionnellement exprimé ; d'accepter sans recours à la violence et à l'émeute les résultats du scrutin régulièrement obtenus.

Quel gouvernement, démocratique ou constitutionnel, est possible quand la minorité essaie de détruire la constitution et de mettre de côté la loi pour cette seule raison qu'elle est restée la minorité ? Quelle plus évidente preuve d'esprit anarchique que le recours de la minorité à la violence pour dominer dans l'état ? Messieurs, le Nord combat pour l'abaissement d'une oligarchie factieuse et sans principes qui administrait depuis longtemps le gouvernement dans le seul intérêt de son ascendance; pour la seule satisfaction de son orgueil et de son ambition ! Le Nord combat pour l'anéantisse-

ment du privilège, pour le rétablissement de l'égalité politique qui, comme nous le verrons plus loin, avait été violée au profit des propriétaires d'esclaves ! Il combat pour le triomphe de l'idée libérale, pour l'une des plus importantes conquêtes du droit moderne, pour ce grand axiôme, pour ce principe primordial « *de la liberté par le contact du sol,* » principe combattu à outrance par le Sud, et par la plus singulière anomalie, méconnu sous l'empire de cette constitution qui avait emphatiquement proclamé au monde cette vérité que *tous* les hommes ont un droit imprescriptible à la jouissance de la vie, de la liberté, de la propriété et à la recherche du bonheur! Voilà comment la constitution des Etats-Unis avait été faussée, voilà comment on l'avait détournée de sa voie en quelque sorte ! Enfin, Messieurs, le Nord combat pour rendre à des institutions dont on a faussé la tendance et perverti l'esprit leur caractère propre, celui de faire des hommes libres et non des esclaves ! le Nord combat quoiqu'on en dise, pour le triomphe de la civilisation moderne et de l'idée chrétienne dont l'esclavage est la négation complète, absolue à tous les points de vue possibles.

Mais, disent les partisans du Sud, il n'était nullement question de l'esclavage dans la lutte qui s'est ouverte en 1860, il y avait tout au plus en jeu une simple question de tarif : l'esclavage n'entrait pour rien dans la sécession.

Messieurs, repoussez comme elle le mérite cette absurde assertion de gens qui n'en croient pas un mot eux-mêmes. C'est une chose étonnante que la facilité avec laquelle on se laisse prendre avec des mots, même quand des faits patents et qui sautent aux yeux démentent les paroles de ceux qui ont l'intention de tromper. Toute la tactique du Sud, messieurs, en 1860, a été une tactique de déception et de fourberie. Dès les premiers jours de la lutte on s'est donné un mal infini pour préjuger l'opinion, et je dois certes avouer que l'on n'y a que trop réussi. On a envoyé partout des émissaires habiles chargés d'exercer le plus d'influence qu'ils pourraient sur l'esprit public. Ces émissaires étaient largement payés. Or, il fallait faire trouver la cause du Sud bonne à quelque prix que ce fût, car l'important, pour la nouvelle confédération, c'était de se faire reconnaître d'emblée par les grandes puis-

nances. Là était la condition *sine quà non* de l'existence. Pour obtenir cela il fallait de toute nécessité faire perdre de vue la seule question qui fût réellement au fond de la situation ; il fallait donner le change à l'Europe sur les faits ainsi que sur les intentions réelles des chefs de la sécession.

On ne pouvait pas dire que les seules raisons qui eussent motivé la résistance factieuse et insensée que l'on offrait aux lois étaient : 1o. Le désir de perpétuer l'esclavage et d'en étendre la sphère : 2o. Le regret amer de perdre le patronage administratif : 3o. La détermination de ne pas se soumettre au résultat d'une élection constitutionnellement gagnée. Pourtant il fallait des raisons, et comme on n'en avait pas une seule acceptable à présenter, on se mit à inventer laborieusement les plus audacieuses faussetés, et l'on tint au dehors un langage qui était la contradiction formelle de celui que l'on tenait au dedans.

Au moyen de subventions considérables accordées à la presse étrangère, (ce que prouve, sans réplique possible, la correspondance interceptée de M. Benjamin, l'un des secrétaires d'état de la confédération) on fit publier partout :

1o. Qu'il y avait éloignement profond, dissidence irrémédiable, haine sectionnelle violente entre le Nord et le Sud :

2o. Que cette dissidence et cette haine étaient dues principalement aux différences d'origine d'abord, aux conflits d'intérêts ensuite, soulevés par la question du tarif et le désir du Sud d'obtenir le libre échange :

3o. Que le Sud, toujours opprimé par le Nord, avait dû se soustraire à sa tyrannie :

4o. Que l'esclavage n'était pour rien dans la question, vu que la constitution des Etats confédérés était plus hostile à l'esclavage que celle des Etats-Unis, et que d'ailleurs le Sud était prêt, si les puissances étrangères voulaient reconnaître la confédération, à libérer ses esclaves dans un avenir assez prochain.

Voilà ce que les émissaires largement payés et la presse largement soudoyée disaient partout. On savait que pas une de ces impudentes assertions n'était fondée en fait ou en vérité, mais il fallait bien gagner son argent ! !

Il y avait donc, d'après la presse esclavagiste des pays libres, *incompatibilité d'hu-*

meur entre le Nord et le Sud ! Deux sections d'un grand peuple, ravalées par cette habile presse, au niveau de deux enfants capricieux récemment mariés et qui se boudent ! ! Et la raison qu'on en donnait, c'était que les premiers colons du Sud descendaient de lignée plus noble que les premiers colons du Nord.

« Le Sud, disait-on, a été peuplé par les « royalistes du seizième siècle, les cavaliers « de moyenne noblesse au service de Charles « I et de la cause des Stuarts. Le Nord au « contraire l'a été par les puritains, gens qui « travaillaient de leurs mains ; qui étaient « fermiers, industriels...Entre des nobles et « cette plèbe, il ne pouvait y avoir de lien « social, il n'existait aucune association « d'idées communes. Le gentilhomme méprisait le puritain et celui-ci détestait le gentilhomme. C'est à cet antagonisme de « caste qu'est due la répulsion que les deux « sections éprouvaient l'une pour l'autre.»

Il me semble, en vérité, que si l'on n'avait pas de meilleure raison à donner que celle-ci, on eût mieux fait de ne pas mettre son imagination en travail pour trouver des excuses !

Ah ! le Sud détestait le Nord parce que celui-ci avait été peuplé par des hommes qui travaillaient de leurs mains ! ! des cultivateurs, des industriels, etc., etc. Messieurs les cavaliers de petite noblesse, et remarquez-le bien, de très petite noblesse anglaise, méprisaient la plèbe qui travaillait ! Mais qu'était donc cette vaniteuse noblesse, sinon la grande mendiante de tous les régimes ; gens pour qui être noble consistait à tendre humblement la main aux souverains et à les flatter bassement pour en obtenir faveurs et pensions ; car tel a été le rôle principal de la petite noblesse dans tous les pays, et bien souvent de la grande aussi ! !

Ah, ces messieurs méprisaient les travailleurs ! ! Et bien cela prouve qu'ils n'étaient pas de vrais nobles, car s'il est un sentiment qui prouve que l'on n'est noble ni d'esprit ni de cœur, c'est celui-là ! !

Mais pourquoi donc cet antagonisme, cette furieuse haine de caste ? Y a-t-il ainsi antagonisme irrémidable entre la noblesse anglaise et le peuple anglais ? Est-ce qu'on méprise le travailleur en Angleterre ? Non certes, car là le travail est libre. Pourquoi le méprise-t-on au Sud ? Parce que le tra-

vail est esclave ! Pourtant où l'esclavage existe le travail est considéré comme déshonorant ! !

Mais ces ennemis du travail, ces orgueilleux contempteurs de la *plèbe*, de cette *plèbe* qui pourtant fait seule la force et la prospérité des empires, ces dédaigneux fainéants qui croient que noblesse signifie « inutilité personnelle, » étaient pourtant très aises, souvent, de venir s'endetter chez le puritain industriel du Nord ! ! On estime à au delà de $900,000,000 la somme totale que les hautains descendants des cavaliers devaient aux humbles descendants des puritains au moment de la révolution ! ! Voilà, après le désir d'étendre et de perpétuer l'esclavage, une des grandes raisons de sécession !

Mais la presse largement soudoyée et les émissaires largement salariés se donnaient bien garde de faire la plus indirecte allusion à cet important détail des *loyales* intentions de la chevalerie du sud.

Tout me parait prouver pourtant que ces hautains exploiteurs du travail et de la misère, dans le Sud, nourrissaient fortement l'espoir de payer l'industrieux travailleur du Nord au moyen d'une guerre, c'est-à-

dire de payer noblement leur dette à coups de canon et de dépouiller leurs créanciers tout en détruisant par la trahison l'unité nationale et en jetant du discrédit sur les institutions démocratiques ! !

Messieurs, il me semble que l'on se fût montré bien plus réellement noble, bien plus digne des sympathies extérieures, si on eût un peu moins méprisé ceux chez qui on allait s'endetter ! ! Il me semble qu'il eût mieux valu se croire un peu plus peuple et se montrer un peu plus honorable, et ne pas calculer sur tant de morts et de ruines pour payer ses dettes ! !

Au reste toutes ces belles phrases sur l'incompatibilité qui existait entre les idées du Nord et celles du Sud n'indiquent que le manque de jugement et de réflexion de ceux qui les acceptent : tout cela ne soutient pas l'examen et disparait devant un raisonnement très simple.

Quand cet antagonisme est-il devenu assez violent pour amener une scission ? Seulement alors que l'élection de M. Lincoln est venue signifier au Sud que désormais les territoires seraient fermés à l'esclavage ? Tant que l'esclavage a pu rester prépondé-

vant, se faire envahisseur, contrôler toute la machine administrative, le gentilhomme du sud ne songeait nullement à prouver sa haine ou son mépris pour le puritain industriel du Nord au moyen de la guerre civile. Tant que le gentilhomme du Sud a pu accaparer le patronage, bien loin de faire de la sécession, il déclarait traîtres, au contraire, comme je vous le prouverai plus tard, ceux qui parlaient sécession ! Mais du moment que le gentilhomme du Sud a compris que l'esclavage resterait emprisonné dans certaines limites, que ses empiétements ne seraient plus tolérés, du moment qu'il a compris que la suprématie et l'ascendance poliques lui échappaient en même temps, alors seulement son sang s'est mis à bouillonner à grands flots et il n'y a pas eu d'abjecte trahison dont il n'ait été capable pour satisfaire sa rancune et sa vengeance.

Mais c'était aussi une question de tarif, d'après les émissaires du Sud ! Cela s'est soutenu ici, au milieu de nous, il y a trois ans ! Eh bien, Messieurs, on n'en croyait pas un mot et je me permettrai même de dire que l'on savait exactement le contraire.

S'il s'agissait d'une question de tarif et

de libre échange, pourquoi donc le Sud n'a-t-il jamais essayé d'inaugurer une politique dans ce sens ? Pourquoi pas un de ses homme d'état n'est-il venu proposer au Congrès un système général de tarif modéré et de commerce libre ? Si toute la question était là le Sud avait toujours pu la règler à son gré puisqu'il contrôlait l'exécutif par une majorité dans les deux chambres ; pourquoi donc n'avait il rien fait ? Bien plus comment s'expliquer que le Sud ait fait une révolution contre le tarif quand le dernier tarif, celui même de 1860, si élevé, avait été voté par une grande majorité du Sud ? Comment ! on prétend que le Sud voulait un tarif presque nominal, et il s'est hâté de voter le tarif Morrill pendant que M. Lincoln se rendait à Washington pour prendre les rênes de l'administration ! N'est-il pas clair qu'ici encore les émissaires et la presse soudoyées essayaient de donner le change à l'opinion ?

Mais si la question du tarif jouait un si grand rôle dans la sécession, on a dû y faire allusion quelque part ; quelqu'une des législatures d'états a dû mentionner ce grief : et cependant que voit-on ? Pas une seule

législature des états sécessionnistes, pas un seul orateur du Sud, soit dans les chambres, soit dans les assemblées publiques, n'a fait allusion au tarif ?

Soit dans le Congrès, soit dans les législatures locales, soit dans les réunions populaires, la seule question qui s'agite, se discute, c'est celle de l'esclavage ! Pas une seule allusion au tarif, et on venait nous dire que le tarif était la cause de la sécession ! Il n'est question que de l'esclavage et de rien autre chose, et on venait nous dire que l'esclavage n'était pour rien dans la question ! Et le Sud fait publier cela partout ; et les gens irréfléchis, qui pullulent tant dans ce bas monde, acceptent cette assurance sans étude, sans examen, parce qu'on leur offre une idée toute faite et pour s'éviter la peine d'en chercher une ! !

Mais passons à la troisième raison, ou plutôt au troisième prétexte, malhonnêtement offert par la presse soudoyée pour excuser une révolution sans excuse. Passons à cette audacieuse assertion « que le Sud était opprimé et qu'il résistait à la tyrannie ! ! »

Messieurs, j'ose dire, et j'espère le démontrer clairement dans le cours de ces lectures, que jamais plus impudente fabrication n'a été offerte comme excuse à l'opinion publique. Jamais raison n'a été choisie avec plus de préméditation pour tromper le monde que celle-là ! Quoi ! depuis 73 ans, le Sud avait presque sans interruption possédé le pouvoir et administré le gouvernement, et il venait parler d'oppression ! Mais s'il y a réellement eu oppression, elle n'a pu être exercée que par lui ! ! Le pouvoir esclave en était-il donc venu à ne pouvoir plus s'endurer lui-même ?

Messieurs, une étude un peu suivie, une révision un peu complète des faits, des seuls faits officiels, vous fera voir, je pense, combien là comme partout et toujours, le pouvoir esclave a été tour-à-tour, suivant les cas et les situations, intrigant, vénal, hypocrite, immoral ou fourbe, car il a été tout cela ! !

Le pouvoir esclave a donc osé crier à l'oppression ! Pourquoi ?

Pouvait-il se croire opprimé ? Non certes ! Toute son histoire est là pour confondre cette inqualifiable prétention !

Mais il avait besoin des sympathies Européennes, de toutes les sympathies extérieures, et pour se les assurer, au moins au début, il s'est fait hypocrite au dehors espérant faire oublier momentanément son arrogance et sa trahison au dedans ! !

La seule chose qui prédispose l'opinion en faveur d'une résistance armée à l'autorité constituée, c'est le fait de l'oppression d'un peuple, le fait de l'arbitraire et de la tyrannie appliqués au gouvernement des hommes ! Pourquoi cette sympathie universelle pour la Pologne, pour la Hongrie, pour la Vénétie, sinon parce que le despotisme brutal sous lequel ces malheureuses contrées gémissent est le fait le plus pénible comme la plus grande honte de l'époque ! Or, le pouvoir esclave savait bien que le plus sûr moyen de se créer de la sympathie à l'étranger, c'était de crier bien haut à l'oppression ! ! C'est chose si rare, dans le monde, que la liberté, c'est chose si commune que le despotisme, que les chances sont le plus souvent que c'est l'oppression qui existe, et cela se croit toujours facilement. Le nombre de gens qui acceptent les faits sans étude, les assertions sans examen, qui surtout,

comme je le disais il y a un instant, ont une prédilection particulière pour les idées toutes faites qu'on leur glisse dans le cerveau, ce qui leur évite la peine de chercher ce qu'ils ne trouveraient peut-être pas, est toujours considérable, pendant que le chiffre de ceux qui examinent soigneusement les faits avant de se décider, ou étudient sérieusement les questions avant de se prononcer est toujours minime. Un des plus grands obstacles au progrès de l'humanité est que les hommes aiment trop à penser par autrui.

Le Sud a donc compté sur la singulière facilité avec lequelle l'opinion se laisse quelquefois prendre aux criailleries. Nombre de personnes lui ont accordé leurs sympathies, qui, si elles avaient étudié les questions et les faits eussent infailliblement crié *haro* sur les émissaires payés et sur l'insoutenable cause qu'ils représentaient.

Et puis, disons-le franchement, grand nombre de ces sympathiseurs pour le Sud ne se sont montrés si fervents à sa cause que parce qu'ils ont cru entrevoir dans son succès la destruction des institutions démocratiques et du républicanisme. Quel triom-

phe, dans le camp réactionnaire, si le libéralisme eût reçu cet échec !

Heureusement, tout parait indiquer aujourd'hui que la cause du progrès et de la liberté va triompher, et il ne nous reste plus qu'à engager Messieurs les réactionnaires à renoncer à d'aussi chères espérances et à se réfugier finalement dans la résignation chrétienne.

Qui donc se trouvait réellement opprimé ?

Etait-ce le Sud qui avait plus de membres au Congrès que sa population blanche n'en comportait ?

Car vous ne savez peut-être pas tous que le Nord et le Sud étaient inégaement représentés au Congrès, et que cette inégalité était toute à l'avantage du Sud !

Dans la répartition de la représentation au Congrès les états à esclaves avaient d'abord le nombre de députés voulu par le chiffre de leur population blanche, puis ils avaient en sus un nombre de députés basé sur le chiffre de leur population noire, quoique celle-ci ne pût voter puisque le noir n'était pas une personne, mais une chose, un meuble. Ainsi, d'après la dernière réparti-

tion de la représentation, le nombre total des députés à la chambre des représentants était fixé à 241. (Avant la sécession bien entendu.) La population blanche des Etats-Unis était de 26,804,000 âmes. La population noire était de 3,950,000, mais elle ne devait entrer que pour 3[5mes dans la répartition de la représentation, c'est-à-dire pour un chiffre de 2,370,000 âmes. On avait donc à répartir les 241 députés sur un chiffre de population de 29,174,000 âmes, ce qui donnait un député pour 121,053 personnes.

La population des états libres étant de 18,515,000 âmes, ce chiffre leur donnait droit à 153 députés. Celle des états à esclaves étant de 8,289,900, ils avaient droit à 68 députés, mais leur population noire comptant pour 3[5mes celle-ci leur donnait droit à 20 députés de plus ; c'est-à-dire qu'ils avaient 88 députés au lieu de 68, chiffre auquel leur population blanche leur donnait droit. Laissant de côté la fiction de la représentation de la population noire, qui n'était pas réellement représentée, puisqu'elle ne votait pas, nous arrivons au résultat que voici : la base de la représenta

tion n'était pas la même dans le Nord et dans le Sud. Dans les états libres, on avait un député pour 121,053 habitants, et dans les états à esclaves un député pour 94,193 habitants. Voilà comme le Sud se trouvait opprimé ! La Caroline du Sud avait 7 députés au congrès, et le New-Hampshire, avec 34,000 âmes de plus, n'en avait que 3 ! Il est bien évident que c'était le Sud qui opprimait le Nord par cette prépondérance indue et il n'en criait pas moins comme s'il eut été seul écorché ; tant il est vrai que le privilège, le torysme, sont les mêmes partout. Ils font comme ces filous qui crient *au voleur*, pour détourner les soupçons !

Prenons maintenant un autre point de vue de la question.

L'esclavage, avec son accompagnement effroyable d'abus, d'atrocités de tout genre, de violations journalières des choses les plus sacrées, de brutalités sans nom et de crimes inouïs, provoquait constamment des protestations de la part des hommes du Nord. Sous l'ombre même du capitole de Washington, on commettait tous les jours l'acte infâme de saisir des nègres libres qui, ne

pouvant prouver le fait de leur liberté là où ils n'étaient pas connus, étaient jetés en prison et vendus quand ils ne pouvaient se procurer les sommes nécessaires à la solde des frais d'arrestation et d'emprisonnement. Les documents que j'ai consultés prouvent qu'en moins de deux années 32 personnes de couleurs, libres, avaient été enlevées à Philadelphie et vendues à Washington avant qu'elles eussent pu obtenir les documents dont elles avaient besoin pour prouver qu'elles étaient nées libres !

Le code noir en était arrivé à ce degré de barbarie que tout nègre trouvé sur sol esclave et qui ne pouvait, soit désigner son maître sur les lieux, soit prouver qu'il jouissait de sa liberté était, de suite saisi et vendu. Même s'il prouvait qu'il était libre, il était vendu s'il ne pouvait payer l'amende à laquelle l'assujettissait sa seule présence sur sol esclave, ainsi que les frais d'arrestation et d'emprisonnement. On emprisonnait arbitrairement un homme libre et c'était à lui de payer les frais de la violation de son droit le plus cher ! Partout dans le Sud, pour le nègre comme pour le mulâtre, l'esclavage se présumait de droit !

De semblables abominations, voilà le seul mot applicable, excitaient constamment l'indignation des amis de la liberté humaine ! De nombreuses pétitions arrivaient tous les jours à Washington demandant l'abolition de l'esclavage, ou au moins l'abolition du commerce des esclaves dans le district de Columbia, qui était directement administré par le Congrès. Chacune de ces pétitions, faisait bondir sur leurs sièges les propriétaires d'esclaves qui n'avaient pas la moindre honte de soutenir hautement l'origine *divine* (ne riez pas, c'est vrai) l'origine divine et le caractère particulièrement philantropique de l'esclavage ! !

Je donnerai plus tard les preuves de cette incroyable prétention,.. *universelle* dans le Sud.

Mais les colères des planteurs n'empêchaient pas les pétitions de pleuvoir. Tous les amis des institutions républicaines étaient constamment humiliés de lire les réflexions et les commentaires si sévères et si justes en même temps que la traite des noirs sur terre ferme qui se pratiquait au centre même du républicanisme excitait à l'étranger. Nombre de voyageurs, tous les

jours témoins des crimes de la traite sous les murs du Capitole, disaient : « Ne nous « parlez pas de vos institutions libres ! Est-« ce la saisie et la vente d'un nègre libre que « vous appelez la liberté ? » Ces reproches n'avaient pas le moindre effet sur les planteurs qui n'ont jamais voulu de la liberté politique qu'à la condition de l'exploiter au profit de leur ambition et de l'ascendance de la *peculiar institution* ; mais sur les hommes libres du Nord ces réflexions produisaient tout l'effet dont elles sont susceptibles sur des hommes que le préjugé et l'intérêt n'aveuglent pas.

Le nombre des pétitions contre l'esclavage augmentant chaque jour on commença peu à peu à les traiter comme ne méritant aucune attention. Mais les pétitions pleuvaient toujours et les chatouilleuses oreilles des planteurs résonnaient constamment du récit des crimes de l'institution favorite. Alors on eut recours aux moyens héroïques.

Le 21 décembre, 1837, M. Patten, de la Virginie, proposait au Congrès la résolution suivante :

« Qu'il soit résolu : Que toute pétition, mé-

« moire ou document quelconque relatif à « l'abolition de l'esclavage, ou à l'achat, « vente ou transport d'esclaves dans aucun « état, district ou territoire des Etats-Unis, « soit déposée sur la table (cette expression « équivaut à notre renvoi à six mois) sans « être discutée, imprimée, lue ou réfé- « rée ; et qu'aucun procédé quelconque « ne soit adopté à son égard. »

Voilà donc le droit de pétition, le premier de tous les droits politiques, dont on propose l'annulation dans une république ! !

Mais les planteurs ne se contentèrent pas de cette violation audacieuse de toute décence, et d'après un arrangement concerté d'avance, un autre membre proposa la question préalable afin d'empêcher toute discussion sur cette flagrante injustice. Les députés du Sud savaient parfaitement que cette tyrannique proposition était tout ce que l'on pouvait imaginer de plus indéfendable : « ANNULER LE DROIT DE PÉTITION DANS UNE REPUBLIQUE ! ! » ils prévoyaient bien que dans un débat, les amis de la liberté démontreraient irrésistiblement l'immoralité sans précédent d'une pareille résolution. Le plus commode pour eux était donc

d'empêcher toute discussion ! Forts de leur majorité, formée par les démocrates du Nord, la question préalable fut maintenue et la résolution emportée sur une division de 122 contre 74. Voilà donc *cent vingt-deux* prétendus républicains qui violent le plus fondamental de tous les droits d'un citoyen, celui de pétitionner l'autorité pour la répression des abus et des crimes ! ! Et le Sud de criailler à l'oppression CONTRE LUI ! ! avec cette incroyable mauvaise-foi qui a de tout temps caractérisé chaque détail de sa tactique, chaque mouvement de sa politique ! !

Cette résolution fut maintenue pendant plusieurs années avec des conditions de plus en plus tyranniques ! Eh bien, c'est incontestablement le Nord qui était opprimé, c'est incontestablement la liberté et ses droits les plus chers qui se trouvaient violés par cette résolution imposée par le Sud : et c'était toujours le Sud, je ne puis assez le répéter, qui criait à l'oppression ! Vous voyez, Messieurs, que quand on à affaire au torysme ou au privilège, soit aux Etats-Unis, soit en Angleterre, soit ici, il faut être sur ses gardes quand il se permet des

vociférations et des criailleries, car il y a toujours 99 chances sur 100 qu'il fausse audacieusement les faits et la vérité. Partout arrogant et despote quand il est fort, partout hargneux mais hypocrite quand il est faible ! !

Je pourrais m'étendre au long sur un autre fait qui vous fera comprendre aussi bien que les deux précédents, combien est palpable ce mensonge du Sud qu'il souffrait de l'oppression, mais je ne puis malheureusement discuter longuement tous les faits sur lesquels je pourrais m'appuyer, car je n'en finirais pas. Je vais donc passer rapidement sur celui-ci.

Plusieurs d'entre vous se rappellent sans doute avoir vu passer souvent dans nos rues un homme de haute et belle stature, un vénérable vieillard dont la tête, blanchie par l'âge et le travail, semblait témoigner de ses travaux et de ses luttes en faveur des droits de l'humanité. Cet homme était feu l'hon. Joshua Giddings, consul général des Etats-Unis, décédé en cette ville le printemps dernier. M. Giddings, depuis son entrée au congrès des Etats-Unis, en 1838, avait toujours été l'un des partisans les plus in-

flexibles des principes énoncés dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis et dans la constitution. Chaque fois que les libertés publiques avaient été mises en péril par les propositions des députés du Sud, il avait résisté à leurs empiétements de toute la force de ses convictions et de son énergie.

En 1842 il fit personnellement l'essai de la libéralité des députés du Sud et de leur manière d'entendre la liberté de discussion dans une législature républicaine ! !

En oct. 1841, un vaisseau, ayant 130 esclaves à bord, avait mis à la voile de *Hampton roads* pour la Nouvelle-Orléans. Une fois en pleine mer, les esclaves se révoltent, s'emparent du vaisseau et vont débarquer à Nassau. Là, se trouvant sur sol libre, ils étaient dégagés des liens de l'esclavage et cherchèrent de l'emploi.

Le capitaine du vaisseau, (car il faut remarquer que les esclaves n'avaient commis aucune violence que celle strictement nécessaire au recouvrement de leur liberté, et qu'une fois arrivés à Nassau, ils avaient de suite rendu la liberté au capitaine et l'avaient remis en possession de son navire,) le capi-

taine du vaisseau, dis-je, réclama les esclaves comme criminels amenables à la juridiction des Etats-Unis pour s'être emparés d'un vaisseau en mer. Les autorités de l'île refusèrent de les livrer, refus qui fut confirmé plus tard par le gouvernement anglais. De suite le pouvoir esclave exigea une demande d'indemnité, ce qui fut fait par le gouvernement fédéral, alors plus que jamais sous le contrôle du Sud. C'est à cette occasion que M. Giddings proposa en chambre des représentants quelques résolutions ayant pour objet d'établir entre autres choses.

« 1o. Que l'esclavage n'existe que de droit municipal et local, et non de droit naturel. »

« 2o. Que quand un vaisseau chargé d'esclaves appartenant à des maîtres américains sort des eaux américaines et atteint la haute mer, ces esclaves ne sont plus sujets aux lois qui les asservissaient.»

« 3o. Que les personnes qui se trouvaient à bord du négrier en question (la Créole) en réconquérant leur liberté hors du territoire des Etats-Unis, n'avaient fait qu'user de leur droit le plus imprescriptible, celui de

reprendre la jouissance du privilége inaliénable d'une créature de Dieu ; n'avaient pu violer aucune loi locale des Etats-Unis puisqu'ils étaient sur la haute mer, et n'étaient conséquemment pas amenables à la juridiction des Etats-Unis.»

La seule lecture de ces résolutions souleva une tempête terrible sur les bancs des députés du Sud, et leur colère devint si bruyante que M. Giddings, voyant que toute discussion calme d'une aussi importante question était impossible dans le moment, crut devoir retirer ses résolutions, en exprimant son intention d'en remettre la discussion à un jour ultérieur, afin qu'elles pussent être imprimées et étudiées dans l'intervalle. Mais ce que le pouvoir esclave craignait par dessus tout, c'était la discussion calme et réfléchie des principes sur lesquels était basée la constitution des Etats-Unis ; et quoique M. Giddings eut retiré ses résolutions, un membre du Sud se leva dans un état de grande excitation, et proposa un vote de censure immédiat contre M. Giddings pour avoir osé présenter des résolutions aussi malsonnantes aux oreilles de Messieurs les planteurs, et qui, disaient-ils, *sentaient la*

trahison ! ! Comme d'habitude, la question préalable fut proposée, afin d'empêcher toute discussion, *même la défense de M. Giddings ! !*

L'orateur de la chambre eut beau décider que la question préalable ne pouvait empêcher un membre de présenter une défense vu que la question de privilège dominait nécessairement un simple règlement de routine parlementaire, sa décision fut mise de côté par une forte majorité et les résolutions passées sans discussion malgré les réclamations de M. Giddings qui insistait comme de juste à discuter le mérite de cette censure. Ce droit lui ayant été refusé il ne lui resta d'autre alternative que de transmettre sa résignation à l'Orateur et d'en appeler à ses constituants. Une écrasante majorité de ceux-ci le renvoya prendre possession du siège qu'il avait occupé et il y rentra triomphalement 5 semaines après le vote qui avait porté une si sérieuse atteinte au droit de discussion. Il put alors, sans qu'aucun député du Sud osât même l'interrompre, défendre et développer les doctrines qui avaient été si déraisonnablement censurées quarante jours auparavant. Voilà en-

core une fois comme le Sud était opprimé ! ! C'était lui qui ne permettait pas la discussion sur les mesures qui lui déplaisaient ; c'était lui qui annulait le droit de pétition ; c'etait lui qui violait jusqu'au droit, sacré partout excepté sous le despotisme russe ou autrichien, de la défense, et après tout cela, c'était encore lui qui envoyait dans tout le monde civilisé des émissaires chargés de crier à l'oppression ! !

Jamais dans aucun pays acte plus flagrant de tyrannie n'a été commis que celui de censurer un homme qui usait honnêtement de son droit, et exprimait régulièrement et constitutionnellement des principes que personne n'ose nier, et de ne pas même lui permettre de discuter la légitimité de cette censure. Rien ne montre mieux à quel degré d'arrogance le pouvoir esclave en était arrivé !

Le Sud opprimé ! Mais, avant la guerre, pas un homme du Nord n'était en sûreté au Sud s'il osait émettre publiquement la moindre opinion contraire à l'esclavage ! ! Tous les journaux qui ne flattaient pas le pouvoir esclave étaient prohibés au Sud ! ! Il suffisait qu'un homme reçut le *N.-Y.*

Tribune ou tout autre journal hostile à l'esclavage pour que la *gentry* esclavagiste lui signifiât de déguerpir sans délai, heureux s'il n'était pas goudronné et emplumé, et quelque fois même pendu à un arbre le long de la route ! ! On ne permettait pas même aux prédicateurs d'ouvrir la bouche sur les abus de l'esclavage ! Je dirai plus. Quelques citoyens du Nord se sont trouvés obligés, pour ne pas être brutalement chassés, d'acheter un ou deux esclaves, pour témoigner en quelque sorte leur orthodoxie sur l'institution.

Une fois leurs affaires terminées, ils revendaient leurs esclaves et revenaient au Nord !

Les planteurs pouvaient, non-seulement sans molestation, mais sous la garantie des lois et la protection active de l'autorité, parcourir tout le Nord avec leurs esclaves et faire rage à leur gré contre l'abolitionnisme ; mais si un homme du Nord était surpris au Sud avec un journal, un pamphlet hostile à la *peculiar institution ;* s'il se prononçait tant soit peu ouvertement contre elle, alors on le conduisait, quelque fois dans un costume singulièrement léger, hors d'une ville ou d'un village, au son du fifre et du tambour, et on lui appliquait sur le front les mots « abolitionniste maudit ! ! ! »

Mais par exemple, nombre de limiers du Sud allaient au Nord voler des nègres libres (non pas des nègres fugitifs, mais des nègres

nés libres) et non-seulement on exigeait pour eux la protection la plus active de l'autorité, mais une fois les victimes rendues dans les limites d'un état à esclaves, jamais on ne pouvait obtenir leur délivrance ! !

Le Sud en était arrivé à ce degré d'arrogance que pour les demandes les plus injustes, les exigences les plus déraisonnables, le spectre de la sécession était présenté au Nord à tout propos. Ainsi en 1836, les législatures des deux Carolines, de l'Alabama et de la Georgie font un appel aux législatures des états libres, leur demandant de prohiber l'envoi de documents où l'esclavage était discuté. On appelait cela des écrits *incendiaires !* Cet appel des quatre législatures présentait l'idée de la sécession comme conséquence possible du refus des législatures du Nord de faire ce qu'on leur demandait ! !

Il fallait, sous peine de sécession, changer la législation et donner l'ascendance au Sud : renoncer à punir ceux qui venaient au Nord voler des nègres libres : fermer les yeux sur les horreurs et les crimes de la traite : refuser de prendre en considération les pétitions des citoyens : violer les territoires étrangers : aller y massacrer les sauvages et les nègres : acquérir la Floride

pour y étendre l'esclavage : annexer le Texas et écraser le Mexique dans le même but : fermer les yeux sur les expéditions de flibustiers : essayer de provoquer une guerre avec l'Espagne pour lui enlever Cuba : violer audacieusement les traités faits avec les sauvages : rappeler les compromis passés à la demande même du Sud : laisser l'esclavage prendre racine dans les territoires même au-delà de la limite antérieurement acceptée par le Sud : fermer les yeux sur le massacre des citoyens du Kansas par les *border ruffians ;* prêter même main-forte à ceux-ci avec l'armée des Etats-Unis : passer l'odieuse loi des esclaves fugitifs et conséquemment faire du Nord le geolier et l'estaffier du Sud : et enfin renoncer même à élire constitutionnellement un homme du Nord comme président parce que le Sud voulait un gouvernement qu'il pût contrôler dans l'intérêt de la perpétuation et de l'extension indéfinie de l'esclavage ! !

En 1858, sur 43,000 employés du gouvernement fédéral, plus de 40,000 étaient entièrement dévoués au pouvoir esclave. Jusqu'à l'élection de M. Lincoln, aucune nomination tant soit peu importante n'était

transmise par le Président au Sénat pour sa ratification sans qu'un membre du Sud ne posât la question :

« Le candidat a-t-il des opinions *saines* sur la question de l'esclavage ? »

Et le Sud criait toujours à l'oppression ! !

Veut-on des témoignages du Sud pour mettre à néant l'audacieux mensonge de l'oppression du Sud par le Nord ? Ecoutons M. Stephens, le vice-président actuel des Etats confédérés ! C'est à la législature de la Georgie qu'il s'adresse, le 14 novembre 1860. On y agitait la question de la sécession. M. Stephens se lève et dit :

« Résister au gouvernement, ou nous en « séparer parce qu'un homme a été constitu- « tionnellement élu Président nous met claire- « ment dans le tort ! Nous sommes tous « obligés de maintenir la constitution. Plu- « sieurs d'entre nous ont solennellement « juré de la défendre. Pouvons-nous alors « pour cette seule raison qu'un homme a été « porté à la présidence, et cela selon les « formes voulues par la constitution, nous « séparer du gouvernement sans briser

« cette même constitution que nous avons « juré de maintenir ? Quelles raisons pour- « rez-vous donner aux nations de la terre « pour vous justifier ? Elles vont devenir « les juges calmes et impartiaux de la ques- « tion. Eh bien, quelle cause, quel acte « direct pourrez-vous indiquer comme excu- « se ? Lequel de nos droits le Nord a-t-il « violé ? Lequel de nos intérêts a été atta- « qué ? Quelle justice nous a été refusée ? « Laquelle de nos demandes, fondée sur la « justice et le droit, a été rejetée ? Y en « a-t-il un seul d'entre vous qui puisse citer « un acte officiel d'injustice contre le Sud, « délibérément commis par le gouvernement « de Washington ? Je vous mets au défi « d'en citer un !

« Quand le Sud a demandé la prolonga- « tion de la traite pendant vingt ans, ne le « lui a-t-on pas accordé ? Quand nous avons « demandé la représentation de 3[5mes pour « nos esclaves, ne nous l'a-t-on pas accordé ? « Quand nous avons demandé que l'on nous « remît nos esclaves fugitifs, l'a-t-on refu- « sé ? Quand nous avons demandé des ex- « tensions de territoire, afin d'étendre la « sphère de l'esclavage, ne nous a-t-on pas

« obtenu la Louisiane, la Floride, le Texas,
« pays dont nous avons déjà tiré 4 états,
« avec des territoires qui peuvent former
« quatre états de plus si, par une politique
« imprudente nous ne nous exposons pas à
« les perdre, et bien plus que cela, à voir
« nos esclaves arrachés de nos mains par
« l'inflexible loi militaire ? Mais voyons,
« qu'avons-nous à gagner dans un change-
« ment ? N'avons-nous pas toujours contrôlé
« le gouvernement fédéral et ne pouvons-
« nous pas le faire encore si nous restons
« toujours unis ? Nous avons eu 60 ans de
« présidence de nos compatriotes du Sud
« contre le Nord 24 des siens, et encore
« avons nous contrôlé presque tous ceux-ci!
« Nous avons eu dix-huit juges de la Cour
« Suprême, contre le Nord onze, quoique
« les 4[5mes des affaires devant cette cour
« originent dans les états libres ! Nous
« avons eu 24 présidents du Sénat contre le
« Nord onze ! Malgré la disproportion dans
« le chiffre des populations respectives, nous
« avons eu 23 orateurs de la Chambre des
« Représentants contre le Nord 12 ! Nous
« avons eu 14 procureurs généraux contre
« le Nord 5 ! Nous avons eu 86 ambassa-

« deurs contre le Nord 54 quoique les inté-
« rêts commerciaux du Nord soient triples
« de ceux du Sud ! Plus des deux tiers des
« employés publics ont été choisis parmi
« nous quoique nous n'ayions qu'un tiers
« de toute la population blanche ! ! Les
« trois-quarts au moins du revenu national
« sont fournis par le Nord ! Je le répète,
« Messieurs, allons-nous renverser, au prix
« de milliers de nos enfants et de nos frères
« immolés sur l'autel de notre ambition,
« sans parler des millions sans nombre qu'il
« nous faudra trouver, allons-nous renverser
« ce gouvernement américain établi par nos
« ancêtres, cimenté de leurs sueurs et de
« leur sang, et fondé sur les plus larges
« principes du droit, de la justice et de l'hu-
« manité ? C'est le meilleur et le plus libre
« des gouvernements, je ne crains pas de
« le dire, qui ait jamais existé sous le
« soleil. Arrêtez-vous, Messieurs, quand il
« en est encore temps, car renverser un pa-
« reil gouvernement, ce serait le comble de
« la folie, de la démence et de la méchan-
« ceté ! »

Ces belles et nobles paroles n'eurent au-
cun effet sur des gens frappés de vertige et

que l'ambition désappointée, l'intérêt mal entendu ou l'orgueil de caste rendaient intraitables !

Non, Messieurs, aucune des raisons, ou mieux des prétextes dont je viens de démontrer l'inapplicabilité, la futilité ou la fausseté, aucun de ces prétextes n'a joué le moindre rôle dans la sécession du Sud. Non seulement les faits immédiats de la sécession, mais toute l'histoire des Etats-Unis depuis l'adoption de la constitution, démontrent au-delà de tout doute que ces prétextes n'étaient pour rien dans la question. Etudiez l'histoire américaine, suivez avec attention les débats du Congrès, examinez avec soin la marche générale des affaires ainsi que la tactique des partis, et vous vous convaincrez infailliblement que la seule question en jeu était celle de l'esclavage. Je ne dis pas, remarquez-le bien, la question la plus importante, la plus discutée, la plus proëminente dans les esprits, je dis la *seule question* de toute la politique américaine à l'intérieur, et je pourrais presque dire à l'extérieur aussi.

De tout temps, l'esclavage a été la seule cause des embarras, des difficultés, des que-

velles, des rivalités sectionnelles, des complications de tout genre qui ont non-seulement entravé les rouages de l'administration, mais qui ont failli même empêcher la formation de l'Union et l'adoption de la Constitution.

Quelle était la plus grande difficulté de la situation quand les Etats se sont réunis en convention pour préparer la constitution actuelle ? L'esclavage. Et c'est parce que cette difficulté sembla alors insoluble que l'on consentit à tolérer la traite pendant vingt ans encore, et à faire compter cinq nègres comme trois blancs dans la répartition de la représentation. On calculait alors sur l'affaiblissement rapide de l'esclavage ; on espérait qu'il disparaitrait bientôt devant l'esprit de l'époque, devant le progrès des idées ; on s'autorisait de l'exemple du Nord où il était déjà éteint de fait dans plusieurs états, et on espérait qu'il en serait de même au Sud.

On ne doit pas oublier que le projet original de la constitution des Etats-Unis ne contenait aucune des clauses qui sont venues la déparer depuis. Mais la Caroline du Sud et la Georgie exigeaient comme condi-

tion *sinè qu'à non* de leur entrée dans l'Union, certains avantages en faveur de l'institution, et on crut devoir céder dans l'espoir qu'avec le temps elle s'affaiblirait tellement que la génération suivante pourrait facilement l'abolir. On ne songeait pas assez que les abus fondés sur les intérêts grandissent vite et dominent souvent les plus énergiques volontés. La très grande majorité des fondateurs de la nation américaine regardait l'esclavage comme le mal social et moral le plus grave qui pût exister au sein d'une société politique, mais le désir de fonder un grand empire, de n'en laisser de côté aucune portion notable dans la grande lutte que l'on allait entreprendre fit qu'on pactisa avec ce que l'on admettait être un mal grave, et c'est cette erreur, commise de la meilleure foi du monde alors, qui reste la cause première du terrible cataclysme dont nous suivons maintenant les dramatiques péripéties.

De quoi s'agissait-il dans les guerres contre les Séminoles ? De l'esclavage ! Le pouvoir esclave convoitait leurs terres et voulait se débarrasser d'un voisinage dangereux pour ses nègres.

De quoi s'agissait-il dans l'acquisition de la Floride ? De satisfaire le pouvoir esclave ! Pourquoi a-t-on violé si audacieusement les traités passés avec les Creeks, avec les Chérokees ? Pourquoi a-t-on impitoyablement chassé ces tribus des terres qu'elles avaient occupées de temps immémorial ? Pour satisfaire l'insatiable avidité des planteurs ! De quoi s'agissait-il dans la grande lutte de 1820 à propos de l'admission du Missouri parmi les états de l'Union ? De l'esclavage encore. La question, pour les amis de la liberté, était : « Allons-nous permettre à l'esclavage de s'emparer de ce grand état ? » Et pour les partisans de la servitude la question était : « L'esclavage ne peut durer, se perpétuer que s'il acquiert constamment de la force et envahit de nouveaux territoires. Le jour où il cessera de s'étendre, son extinction ne sera plus qu'une question de temps. Emparons-nous donc du Missouri.» Et malheureusement le pouvoir esclave réussit au moyen de sa menace habituelle, à propos des grandes questions comme à propos des petites : « Nous allons rompre l'union si vous ne cédez pas !»

De quoi s'agissait-il dans la guerre du

Mexique ? Toujours de l'esclavage. Le pouvoir esclave, qui avait déjà obtenu la Floride, convoitait le Texas où il voyait en perspective cinq états à esclaves. C'était pour renforcer l'esclavage au dedans que l'on se faisait aggresseur au dehors et que l'on inaugurait la politique de conquête.

Pourquoi s'est-on emparé de près de la moitié du Mexique qui ne faisait que se défendre contre une aggression injuste ? Pour que le ponvoir esclave pût dormir tranquille et voir, sans trop de crainte, le Nord prospérer et se peupler rapidement. Avec d'aussi immenses territoires, le Sud pourrait toujours créer de nouveaux états à esclaves à mesure que le Nord ferait du sol libre. Pourquoi a-t-on rappelé en 1853 le compromis du Missouri, exigé en 1820, comme protection, par le pouvoir esclave ? Parce que le Sud ayant, de 1820 à 1853, recueilli tous les bénéfices du compromis, voulait, subséquemment à 1853 recueillir de nouveaux avantages de son rappel, et implanter l'esclavage dans le Kansas et le Nebraska.

Le pouvoir esclave avait demandé le compromis du Missouri afin de pouvoir étendre l'esclavage jusqu'au 36me degré 30' de lat-

titude, mais s'engageant solennellement à renoncer à l'étendre plus loin ; et en 1853, voulant étendre l'esclavage au delà de la limite qu'il avait lui même proposée, il viola ses promesses solennelles, ses engagements explicites, et fit rappeler le compromis. De là la guerre civile du Kansas suscitée par le pouvoir esclave pour y implanter son institution chérie ! ! Ainsi dans la question du Kansas, la seule idée en jeu était l'introduction de l'esclavage sur sol antérieurement déclaré libre du plein aveu du Sud.

Mais ce n'est pas tout encore Le pouvoir esclave avait lutté avec un acharnement désespéré pour faire entrer la Californie dans l'union comme état à esclaves. Battu sur ce point il jetta son dévolu sur Cuba, et fit tout ce qu'il put pour soulever des difficultés qu'il espérait devoir produire une guerre avec l'Espagne. Dans ce cas on s'emparait de Cuba et cette acquisition donnait une prépondérance énorme à l'intérêt esclave. Je trouve la preuve de cette assertion dans un discours prononcé devant ses anciens constituants du Mississippi, en 1854, par M. Jefferson Davis, [le président actuel des états confédérés] alors secrétaire de la

guerre du gouvernement fédéral. Il y informe les électeurs que le président [M. Pierce] désirait obtenir la possession de Cuba, et qu'il avait fait tout ce qu'il avait pu pour susciter une guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis, mais que le congrès n'avait pas voulu le seconder. Je puis dire ici qu'à feu l'hon M. Giddings, revient une grande partie de l'honneur d'avoir empêché une aggression aussi criminelle.

Forcé, au moins pour le moment, de renoncer à Cuba, le pouvoir esclave ne s'en jetta qu'avec plus de fureur sur le Kansas. Un seul état libre de plus et la balance penchait en faveur du Nord et de la liberté. Cette perspective était désastreuse pour les ennemis des droits de l'humanité. Le pouvoir esclave organisa donc sur une grande échelle dans le Kansas la fraude électorale, l'illégalité, la violence, l'émeute et le massacre. Tout cela néanmoins ne lui réussit pas et le Kansas se constitua finalement en état libre. On peut affirmer en toute vérité Mess. que tout ce qui a contribué à la grandeur, à la prospérité, à l'honneur surtout du peuple américain a

été fait en dépit du pouvoir esclave, et que tout ce qui a été fait d'immoral et de contraire à l'honneur dans les relations extérieures surtout, lui est dû ! Pourquoi le gouvernement américain s'est-il toujours refusé à seconder les marines d'Angleterre et de France dans leurs efforts pour suprimer la traite des noirs ? Parce que le pouvoir esclave voulait le maintien de la traite dans l'intérêt du Sud ! !

Quelle était encore la grande question en jeu dans l'élection présidentielle de 1856 ? Encore et toujours l'esclavage.

Le pouvoir esclave voulait à toute force mettre la main sur le Kansas. M. Pierce, prédécesseur de M. Buchanan, avait commis des actes de favoritisme ou d'illégalité honteux pour écraser ceux des citoyens du Kansas qui étaient opposés à l'introduction de l'esclavage sur sol libre. On savait que M. Buchanan serait, comme M. Pierce, le docile instrument du pouvoir esclave et que non-seulement il fermerait les yeux sur les fraudes et les violences des partisans de l'esclavage, mais qu'au beson, il emploierait même l'armée pour écraser les amis de la liberté humaine. Si M. Frémont eut été

élu en 1856, la Caroline du Sud avait décidé de se séparer. Elle l'avait même tenté en 1850, lors de l'admission de la Californie comme état libre dans l'Union, mais les autres états de l'extrême Sud avaient refusé de se joindre à elle. Néanmoins toutes ses mesures étaient prises pour 1856 au cas ou M. Frémont l'emporterait.

Il est donc incontestable que c'est dans l'esclavage seulement qu'il faut chercher la cause des luttes intérieures de l'Union.

Il faut être bien peu au fait de la politique américaine et avoir bien peu suivi la presse des Etats Unis ainsi que les débats du Congrès pour voir autre chose que l'esclavage dans la lutte incessante entre le Nord et le Sud. Depuis l'adoption de la constitution actuelle, toute l'histoire des Etats-Unis se résume dans la lutte acharnée et sans trève du pouvoir esclave contre les libertés du pays, dans ses empiètement journaliers sur les droits des états libres, dans ses violations odieuses des compromis demandés par le Sud lui-même sous prétexte de la protection de ses intérêts. Enfin l'esclavage était tellement la seule question de toute la poli-

que américaine que dans les programmes des principaux partis qui se divisèrent l'Union en 1860, il n'est question que de l'esclavage, à l'exception peut-être de celui du parti républicain, mais dans celui-là même l'esclavage occupe de beaucoup la place la plus importante.

Dans le programme des partisans de M. Breckenridge, comme dans celui des partisans de M. Douglas l'esclavage seul est discuté. Dans les instructions données par chacun des états du Sud aux délégués qui devaient exprimer leurs vues et choisir le candidat à la présidence, il n'est question que de l'esclavage. Pas un mot du tarif, nulle part ! ! La seule question pour le Sud, la voici en quelque mots :

« Nous conduirons nos esclaves dans les « territoires, même ceux auxquels nous « avons renoncé en 1820, et le Congrès « nous en garantira la possession. L'esclava- « ge y sera reconnu par la loi générale des « Etats-Unis ; la loi des esclaves fugitifs « sera modifiée et rendue plus rigoureuse. »

Pour le Nord la question était :

« L'esclavage restera circonscrit là où il « existe. Aucune autorité n'en peut cons- « titutionnellement permettre ou sanction-

« ner l'introduction dans les territoires. Le « Congrès ne peut pas plus légaliser l'escla- « vage dans un territoire que l'abolir dans « un des états de l'Unîon. On prendra des « mesures efficaces pour abolir la traite. »

Dans les déclarations publiées par les Législatures des états sécessionnistes que voit-on ? Des plaintes relatives au danger de l'esclavage par suite de l'hostilité des abolitionnistes, et rien autre chose ! Pas la plus indirecte plainte à propos du tarlf ! !

Enfin de quoi a-t-il été question dans les débats du Congrès, quand la sécession a commencé de se réaliser ? De l'esclavage, et de rien autre chose ! Toutes les offres de conciliation de la part de divers membres du Nord portent uniquement sur la grande question. Aucune question incidente n'occupe l'attention un seul instant.

Dans la conférence de paix qui a siégé à Washington en janvier 1861, de quoi s'occupe-t-on ? Uniquement de concilier le Sud sur la question de l'esclavage ! Toutes les résolutions, soit celles seulement débattues, soit celles acceptées et passées, ont trait a l'esclavage et à rien autre chose. Si tout cela ne suffit pas pour mettre à néant l'impudente assertion que l'esclavage n'avait rien à faire dans la sécession, qu'est-ce donc qu'il faut ?

Non, Messieurs, en dépit de toutes les malhonnêtes dénégations des émissaires du Sud, l'esclavage, depuis 1820 surtout, a été

non-seulement la question dominante de toute la politique américaine, mais dans la presse comme dans les débats du Congrès, dans les élections fédérales comme dans les élections particulières, dans les déclarations publiques des législatures comme dans celles des conventions électorales du Sud, on ne s'occupait réellement que de l'esclavage, de son extension, quant au Sud, de sa limitation quant au Nord, mais c'était uniquement sur cette question que les partis se formaient.

Mais voyons un peu quelles ont été les déclarations individuelles au moment de la sécession. Voyons si dans leurs discours ou dans leurs propositions, ou dans leurs motions, soit au Congrès, soit dans les législatures locales, il a été question d'autre chose que du nègre, de la part des hommes du Sud ! !

Que disait M. Jefferson Davis, dans une adresse aux électeurs du Mississipi en 1860 ?

« Si on choisit pour président un homme qui professe les principes que Seward vient d'exprimer à Rochester, je n'hésite pas à le

dire ; nous devons immédiatement rompre l'Union.»

Et quels étaient les principes exprimés par M. Seward à Rochester ? Conseillait-il l'abolition de l'esclavage ? Au contraire, il affirmait aussi explicitement que possible que le Congrès n'avait pas le droit de l'abolir là où il existait.

Que prétendait-il donc ? Le voici. « Que l'on ne devait pas tolérer l'établissement de nouveaux états à esclaves. Que conséquemment on ne devait pas garantir aux planteurs la possession de leurs esclaves s'ils les conduisaient dans les territoires déclarés libres depuis longues années du plein aveu du Sud, et plus même, à la demande très explicite du Sud, qui, par le fait qu'il avait assigné la ligne 36o 30' comme extrême limite de l'esclavage au Nord, s'était clairement engagé à reconnaître comme sol libre tout ce qui était au delà de cette limite ! !

Sans doute, M. Seward avait dit aussi que les exigences toujours croissantes et les empiétations de plus en plus alarmantes du Sud ne pouvaient plus être tolérées par le Nord : qu'il y avait *conflit irré-*

pressible entre le travail esclave et le travail libre, mais ces considérations n'impliquaient nullement une attaque contre les droits du Sud, elles ne faisaient que constater pour le Nord la nécessité de réprimer l'esprit d'envahissement et de domination du pouvoir esclave.

Nombre de personnes croient encore, à l'heure qu'il est, que le Nord avait pour seul et unique but d'abolir l'esclavage dans les états du Sud. Rien n'est plus inexact, Messieurs, et je mets au défi qui que ce soit de fournir la plus légère preuve de cet avancé. Il ne s'agissait pour le Nord que de préserver ce qui restait de sol libre de la contamination de l'esclavage ! Le Sud voulait faire déborder l'esclavage au-delà de ses anciennes limites, et le Nord s'était enfin décidé, et après beaucoup trop d'hésitation, à lui dire : « Tu n'iras pas plus loin. » Et puis le Nord tenait à ne plus être l'estaffier du Sud ; à ne plus participer aux crimes que la poursuite des esclaves fugitifs faisait journellement commettre ; à ne plus enfin accepter l'odieuse tâche de traiter comme des criminels des hommes qui exerçaient un droit sacré en essayant de reconquérir leur liberté.

Mais, voyez donc, Messieurs, combien en tout et partout le Sud était intolérant, arrogant et déraisonnable ! Un planteur venait au Nord avec ses domestiques esclaves. La loi lui en garantissait la possession, et s'ils s'échappaient, les autorités mettaient la main sur le fugitif et le lui ramenaient.

Mais un citoyen du Nord allait au Sud avec un domestique noir, libre comme de raison et domestique de son consentement. Qu'arrivait-il ? L'autorité intervenait aussi ; seulement ce n'était pas pour protéger le citoyen du Nord, mais pour l'insulter et le dépouiller ! Car la loi ne permettant pas à un nègre libre de fouler le sol sacré du Sud, on arrachait tout simplement au citoyen du Nord son domestique noir. Et que faisait-on, pensez-vous, de ce nègre libre ? Auriez-vous par hazard l'idée toute naturelle qu'on le renvoyait au Nord ? Ah ! vous ne connaissez pas le pouvoir esclave et son atroce code ! Loin de renvoyer ce nègre libre dans son état, on le jetait en prison après l'avoir condamné à une forte amende. Puis s'il ne pouvait payer cette amende ainsi que les frais d'emprisonnement et de nourriture, eh bien on le vendait ! ! D'un homme on fai

sait une brute et on appelait cela un système directement ordonné de Dieu ! Et le Sud n'en criait pas moins toujours à l'oppression ! !

Mais continuons un peu l'examen des déclarations individuelles pendant les quelques années qui ont précédé la lutte armée.

M. Butler, sénateur de la Caroline du Sud, écrit en 1856 : « Si Frémont est élu, les gouverneurs des Etats du Sud convoqueront immédiatement les législatures, et celles-ci adopteront les mesures éxigées par les circonstances. » On comprend parfaitement ce que signifient ces paroles.

Le *Richmond Enquirer* écrit la même année, après la victoire de M. Buchanan. « Tout danger de dissolution de l'Union est maintenant passé. L'esclavage sera dorénavant ce qu'il a toujours été, le lien le plus puissant de l'Union des Etats. »

M. Hunter, de la Virginie, disait : « La clef de voûte de notre société, c'est ce bloc de marbre noir que l'on nomme l'esclave africain ! »

M. McGowan, dans la législature de la Caroline du Sud, disait, le 9 nov. 1860 : « Ajoutons à tout cela que, seuls au monde,

les états du Sud jouissent d'une institution particulière, l'esclavage africain, sanlaquelle ils ne sauraient exister et contre laquelle, par suite d'un sentiment *fanatique*, le monde s'est ligué..... » Et l'orateur conclut à la sécession ! !

Le révérend M. Palmer s'écrie, à la Nouvelle Orléans, dans un sermon publié depuis sous le titre : « Que l'esclavage est un dépôt de Dieu ! ! » « Quelle est, dans les « conjonctures actuelles, la mission que la « Providence nous a assignée ? Je réponds : « C'est de conserver et de perpétuer l'insti- « tution de l'esclavage telle qu'elle existe « maintenant... Notre devoir est des plus « simples, nous devons conserver et trans- « mettre à nos descendants le système de « l'esclavage avec la plus complète liberté « de se développer et de s'étendre. Et nous « sommes tenus à cela non seulement pour « nous, mais aussi comme les gardiens natu- « rels des esclaves eux-mêmes... Le plus « grand malheur qui puissent tomber sur « cette race, la plus loyale et la plus affec- « tionnée de toutes celles qui existent sous « le soleil, mais en même temps celle qui « peut le moins s'aider et se guider elle-mê-

« me, serait la perte de la protection dont « elle jouit sous ce système patriarcal.

« Enfin dans cette grande lutte, *nous dé-* « *fendons la cause de Dieu et de la reli-* « *gion ! !* L'esprit abolitionniste est indé- « niablement athée. Personne ne nie que « le premier article du programme du parti « qui domine aujourd'hui, ne soit le refou- « lement de l'esclavage dans ses limites ac- « tuelles... Nous combattrons pour l'empê- « cher jusqu'à ce que notre dernier homme « soit tombé derrière notre dernier ram- « part. »

Permettez-moi, Messieurs, d'appeler un moment votre attention sur cet étrange sermon. Voyez comme il est toujours dangereux de mêler la politique avec la religion. Voyez comme les erreurs de l'une peuvent quelque-fois compromettre l'autre. Voilà un homme qui s'est fixé une idée incontestablement fausse dans l'esprit et qui tente de l'imposer à son auditoire de par la mission religieuse qu'on lui a confiée ! Voilà un homme qui fait servir la chaire de véhicule à ses propres passions politiques et que son intervention indue en pareil lieu dans les affaires publiques conduit à exprimer cette

idée presque blasphématoire que « la cause de l'esclavage est la cause de Dieu et de la religion ! !» Eh bien, Messieurs, dans d'autres pays, sous d'autres circonstances, on traîne également la politique dans la chaire, et trop souventquand on le fait, il s'agit plutôt de défendre certains intérêts purement temporels que de sauvegarder la religion elle-même, et c'est toujours un triste spectacle que celui de voir si souvent la religion ravalée, par des hommes irréfléchis, au rôle d'alliée du despotisme ou de protectrice des ambitions de coteries, ou des convoitises individuelles, ou enfin des administrateurs infidèles des finances d'un pays ! !

Le gouverneur McDuffie, de la Caroline du Sud, dans un message à la Législature de cet état, termine des considérations sur l'esclavage par ces paroles : « L'esclavage, au lieu d'être un mal, est donc la pierre angulaire de notre république.»

Enfin je citerai un autre discours de M. Alex. Stephens, le vice-président des Etats confédérés. Nous avons vu il y a un instant combien il était opposé d'abord à la violation du pacte fédéral par le pouvoir esclave, et quelles belles paroles il avait prononcées

à cet effet. Voyant néanmoins ses amis ne vouloir rien entendre, il finit par céder au torrent et par se joindre à eux.

Le 21 mars 1861, dans une grande assemblée convoquée à Savannah pour entendre ses explications sur les décisions de la convention de Montgomery, il disait :

« L'état du nègre a été la *cause immé-*
« *diate* de notre récente rupture. L'opinion
« des hommes d'état qui ont formé l'ancien-
« ne constitution [on venait d'adopter celle
« des états confédérés] était que l'esclavage
« de l'africain était contraire à la loi natu-
« relle, et qu'en principe, moralement, socia-
« lement et politiquement parlant, il était
« illégitime et condamnable...

« Or, Messieurs, ces idées étaient fonda-
« mentalement fausses, elles reposaient sur
« celle de l'égalité des races, et c'était une
« erreur...

« Notre nouveau gouvernement est fondé
« sur des principes essentiellement opposés.
« Il repose sur cette grande vérité que le
« noir n'est pas l'égal du blanc ; que l'escla-
« vage est sa condition naturelle et normale !
« Voilà la base fondamentale, la pierre angu-

« laire du nouvel édifice. Ce gouvernement « est le premier, dans l'histoire du monde, « qui soit basé sur cette grande vérité phy- « sique, philosophique et morale.»

Voilà encore comme l'esclavage n'entrait pour rien dans la sécession ! ! Il n'y a pas de doute, c'est bien le premier gouvernement dans l'histoire du monde qui ait été basé sur l'esclavage, c'est-à-dire sur la violation de tous les droits comme le mépris de tous les devoirs ; et voilà précisément pourquoi les autres gouvernements ont eu honte de leur nouveau confrère et ont compris qu'ils se déshonoreraient en le reconnaissant ! !

Quant à cet autre mensonge que « la constitution des Etats Confédérés était moins favorable à l'esclavage que celle des Etats-Unis » il me suffira de vous citer un article de cette constitution pour vous le faire apprécier. Il porte que :

« Les états confédérés pourront acquérir « de nouveaux territoires, et l'esclavage tel « qu'il existe actuellement y sera reconnu et protégé par le congrès et par le gouver- « nement territorial. »

Comment les émissaires du Sud pouvaient-ils ignorer soit cet article de la constitution, soit le discours de M. Stephens ? La chose n'est pas admissible ! Mais ces émissaires étaient dignes de la cause qu'ils prônaient partout, et ils soutenaient cette cause, basée sur l'illégalité, le despotisme et l'esclavage, avec la fausseté et la déception.

Mais « le Sud promettait de préparer les voies dans un assez court délai, à l'abolition de l'esclavage.»

C'est pour cela sans doute que M. Jefferson Davis avait donné à Messieurs Slidell et Mason, ses envoyés en France et en Angleterre, des instructions secrètes, leur enjoignant avant tout : « de se tenir sur la « plus rigoureuse réserve, et de ne rien compromettre sur la question de la traite des « noirs.» On promettait d'abolir l'esclavage mais on ne voulait pas renoncer à la traite sans laquelle il ne pouvait se perpétuer ! !

Vous le voyez, Messieurs, partout duplicité et fourberie. Naturellement les moyens étaient dignes de la cause et en découlaient.

Je vous ai développé, ce soir, Messieurs, les traits généraux de la question. Je vous

ai fait voir que c'est au Nord que l'on combat pour la liberté, la civilisation, le progrès, la loi, la constitution, le droit et la justice ; et que c'est au Sud que l'on combat pour l'arbitraire, la violation de la constitution et du droit des électeurs, la destruction de l'unité nationale, et pour la négation pratique de la civilisation moderne, du progrès social et de l'idée chrétienne. Il me reste à vous développer, dans mes prochaines lectures, les principaux faits de détail sur lesquels je base mes assertions.

Quand j'aurai l'honneur de vous rencontrer de nouveau, je vous parlerai un peu au long de l'esclavage, de son effet pratique sur la moralité et sur la prospérité d'un pays, des malheurs et des injustices qu'il cause et des crimes effroyables qu'il traine nécessairement à sa suite. Subséquemment nous étudierons la question de la sécession en elle-même au point de vue constitutionnel et politique. De là nous passerons à l'examen de quelques-unes des principales luttes de la politique américaine, de celles qui vous feront le mieux saisir les projets et la tactique du pouvoir esclave, son arrogance, son intolérance, sa haine de tout frein, son mé-

pris de tout principe, sa soif insatiable de pouvoir, de patronage et de domination ; sa déraison constante, ses immoralités et ses corruptions. Puis enfin nous essaierons de nous rendre compte des faits généraux de la lutte, de sa portée sociale et politique et de son avenir, et nous étudierons d'un peu près cette chevalerie du Sud dont l'*esprit de trahison*, et non l'esprit de loyauté, semble avoir été le principal mobile et le caractère distinctif.

LSFe '13

LIBRARY OF CONGRESS
0 012 028 386 8